

crate, n'avait parlé de organisations ouvrières dans le contexte de l'indépendance du Canada. Je suis très heureux d'aborder le sujet particulier, parce que je crois qu'il est essentiel. Cependant, restons dans le sujet. La question de notre autonomie dépasse en beaucoup en importance celle de la maîtrise et de la gestion de nos richesses naturelles, de nos affaires et de notre économie. Les organisations internationales du travail constituent elles-mêmes un problème. Je peux citer comme exemple un cas de ma propre circonscription. Le syndicat local de la distillerie Seagrams, les Distilleurs rectificateurs, travailleurs du vin et main-d'œuvre connexe d'Amérique avaient rejeté dans une proportion de 96 p. 100 les recommandations de leur syndicat international dont le siège social est au New Jersey. Le vote a été annulé par les gens du New Jersey sous prétexte que le scrutin avait été dépouillé avant d'être envoyé au siège international. Les travailleurs de New Westminster essayaient d'obtenir la parité avec les travailleurs de Hiram Walker en Ontario. Ils essayaient d'obtenir la parité pour les travailleuses et la parité des prestations versées dans la province d'Ontario. Ce syndicat international qui ressemble étrangement à un syndicat de boutique a refusé d'accepter le comptage régulier d'un scrutin régulier.

• (1650)

A ce propos, je dis au mouvement syndicaliste canadien—et je suis fier de le dire comme membre du Nouveau parti démocratique—qu'il doit remédier à cet état de choses. Nous devons accorder l'autonomie au syndicalisme canadien et celui-ci doit modifier sa constitution afin de jouir de l'autonomie ici, en ce qui concerne son argent, le vote de ses membres et tous les autres domaines touchant le travail au pays.

En 1958, le premier ministre actuel (M. Trudeau) était une sorte de géant en littérature. Il collaborait à la revue Cité Libre, où il avait de bien intéressantes choses à dire sur l'indépendance du Canada. Il a écrit entre autre ceci:

Allons-nous tolérer passivement la domination économique sous laquelle nous nous trouvons? Mieux vaudrait être annexés carrément par les États-Unis que de se faire exploiter sans fin.

Voilà ce qu'il disait alors; qu'a-t-il fait à ce sujet depuis? En fait, la tendance ne s'est pas simplement maintenue mais accélérée sous le gouvernement Trudeau. Le moment est venu de nous demander si notre pays vaut la peine d'être sauvé. Ce sont ces différences qui valent la peine d'être sauvegardées. Personne à la Chambre ne souhaite je pense que notre pays devienne un prolongement de Los Angeles ou de la morale américaine, car il y a quelque chose qui vaut la peine d'être sauvegardé au nord du 49<sup>e</sup> degré parallèle. C'est quelque chose de subtile, d'intangible, de très difficile à définir, et qui concerne le mode de vie des Canadiens. Peut-être est-ce traditionnel chez nous de régler nos différends en dehors de la guerre et de la violence et de trouver par des moyens rationnels une solution à ce qui semblait à première vue un problème insoluble. Nous passons pour avoir colonisé l'Ouest de notre pays sans presque recourir à la violence, contrairement aux États-Unis. Mais ce qui importe davantage peut-être, c'est que nous avons la chance, sur notre moitié de continent, de profiter des graves et tragiques erreurs qui ont marqué la formation de la société chez nos voisins du Sud, où la violence règne et où le taux de criminalité est un des plus élevés au monde.

Notre façon de vivre est différente sur cette moitié du continent et j'estime qu'elle vaut la peine d'être préservée. J'aimerais citer Abraham Rothstein du Comité pour un Canada indépendant qui a déclaré:

### Examen de l'investissement étranger

Il est temps de nous ingérer dans nos propres affaires internes...

J'estime que ce bill ne s'ingère en rien dans nos affaires internes. C'est simplement une constatation de la braderie continuelle du pays. Et Abraham Rothstein ajoutait:

... pour démontrer qu'après avoir vécu un siècle en tant qu'Anglais bâtards et Américains bâtards il serait temps d'être enfin de simples Canadiens.

M. Rothstein et le Comité pour un Canada indépendant ont mis en lumière l'identité canadienne car celle-ci disparaîtra dans la baie de Baffin si notre colonisation culturelle se poursuit au rythme actuel.

J'aimerais également citer Dennis Duffy du *Globe and Mail* qui déclarait:

Il est possible de cuire un crapaud si lentement que personne ne pourra s'apercevoir qu'il est en train de cuire.

C'est ce qui se produit et il est temps d'y mettre fin.

[Français]

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, l'article 2 du projet de loi que nous étudions présentement indique d'une façon claire, nette et précise, que le Parlement du Canada...

... reconnaît que la mesure dans laquelle le contrôle de l'industrie et du commerce canadiens est passé aux mains de personnes autres que des Canadiens et l'effet de ce contrôle sur la capacité,...

Lorsque nous sommes en face d'une telle constatation, nous ne pouvons faire autrement que d'appuyer toute mesure qui porte la population canadienne à réagir contre cet état de choses. Il est même bizarre, monsieur le président, qu'on soit obligé de parler de reprise de contrôle, puisque cela nous porte à nous demander comment il se fait que nous ne l'ayons plus, ce contrôle. Il était donc urgent qu'on réagisse à cette situation et qu'on en arrive à des mesures susceptibles de favoriser les entreprises typiquement canadiennes. Mais nous ne pouvons en arriver à des solutions concrètes et tangibles que si nous nous efforçons d'établir les causes des difficultés.

Comment se fait-il que depuis des années nous n'avons eu à peu près aucune protestation contre le fait que nous nous habillons avec des produits étrangers, qu'une grande partie des produits que nous consommons sont fabriqués à l'étranger? Comment expliquer que nous achetons même une partie de nos produits alimentaires à l'étranger?

Monsieur le président, il est évident que le système financier actuel est la cause de cela. Et pourquoi ces difficultés existent-elles? C'est qu'on a oublié un principe fondamental sur lequel on devrait baser toute la politique d'investissement, à savoir que l'esprit d'initiative des Canadiens, qui établissent une manufacture ou fondent une compagnie, est totalement paralysé, tout simplement parce qu'on manque de capitaux. Comme la seule et unique source de ces investissements réside dans les capitaux étrangers, il n'est pas étonnant de constater que les investisseurs prennent finalement le contrôle. Il s'agit là d'une vérité de la Palice.

Monsieur le président, si nous nous demandons, premièrement, dans quelle mesure les investissements étrangers sont nécessaires pour favoriser une production exclusivement canadienne et si nous disposons de la matière première nécessaire. Deuxièmement, nous devrions nous demander si nous disposons de la main-d'œuvre nécessaire pour fabriquer ce dont nous avons besoin. Troisièmement, demandons-nous si nous avons les ingénieurs nécessaires pour établir les plans, faire les